



MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

*Liberté
Égalité
Fraternité*



INSTITUTION
NATIONALE DES
INVALIDES

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

N°2024_12

**REALISATION D'ACTES DE BIOLOGIE MEDICALE ET
ANATOMOCYTOPLOGIE PRESCRITS AUX USAGERS ET SALARIES DE
L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES (INI)**

Accord-cadre mono-attributaire

Appel d'offres ouvert, procédure soumise aux dispositions des articles L2124-2 et
R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Destination	Service de soins
Code CPV principal	85145000-7 services prestés par les laboratoires médicaux

Les candidatures et les offres sont à remettre avant la date et l'heure limites suivantes :

13 Février 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1	NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	3
1.2	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2	CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	3
2.1	MODE DE PASSATION.....	3
2.2	DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
2.3	LANGUE	4
2.4	VARIANTES	4
2.5	OPTIONS AU SENS DU DROIT COMMUNAUTAIRE (DIRECTIVE 2014/24/UE)	4
2.6	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	4
2.7	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 3	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.1	ALLOTISSEMENT.....	6
3.2	MARCHÉS À TRANCHES.....	6
3.3	PRIX DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.4	DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.5	VISITES DE SITE	6
3.6	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 4	MODALITES D'OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
4.1	MODALITÉS D'OBTENTION DU DCE	7
4.2	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	7
ARTICLE 5	REMISE DES PLIS PAR LE CANDIDAT	8
5.1	CONSTITUTION ET MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES PLIS	8
5.2	DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS	8
5.3	CONTENU DES PLIS	8
5.3.1	PIÈCES RELATIVES À LA CANDIDATURE.....	8
5.3.2	PIÈCES RELATIVES À L'OFFRE.....	9
ARTICLE 6	MODALITES DE REPONSE PAR VOIE DEMATERIALISEE	10
6.1	DÉMATÉRIALISATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	10
6.2	PRÉREQUIS TECHNIQUES.....	10
6.3	TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
ARTICLE 7	JUGEMENT DES OFFRES	12
7.1	JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	12
7.2	JUGEMENT DES OFFRES.....	12
ARTICLE 8	- PIECES A REMETTRE PAR LE (OU LES) CANDIDAT(S) RETENU(S)	15
ARTICLE 9	DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
9.1	ORGANE AUPRÈS DUQUEL DES RECOURS PEUVENT ÊTRE OBTENUS	17
9.2	INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS ET AUPRÈS DE LAQUELLE DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS	
CONCERNANT L'INTRODUCTION D'UN RECOURS		17
ARTICLE 10	RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION	17

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

L'Institution nationale des Invalides, établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles L.621 1 à L.622 8 et R.621 1 à R.622 22 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – SIRET № 180 007 023 00013 - APE № 8610Z - № de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 –, dont le siège social est Institution nationale des Invalides, 6 boulevard des Invalides, CS 70807, 75700 Paris CEDEX 07 – France, représentée par le médecin général Inspecteur Sylvain AUSSET, directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024, ci-après désigné « la personne représentant le pouvoir adjudicateur ».

1.2 Objet de la consultation

Le présent marché public a pour objet la réalisation et le transport d'actes de biologie médicale (et services associés : fourniture du matériel afférent, collecte des prélèvements) entre L'institution nationale Des Invalides situé au 7^{ème} arrondissement de Paris et un laboratoire ayant un mode de transmission des résultats compatible avec le logiciel hôpital manager (HM).

Les prestations attendues sont les suivantes :

- des analyses de biologie médicale.

Il est précisé que selon l'organisation des soins au sein de l'INI, les prélèvements sanguins sont réalisés par les Infirmières diplômées d'Etat (IDE) de l'établissement. Les traitements en urgence doivent être assurés y compris la nuit, le week-end et les jours fériés, selon les modalités fixées par le titulaire dans le Cadre de Réponse Technique.

- la transmission des résultats d'analyse.

Transmission des données en interface dans le dossier patient informatisé.

ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de passation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée en appel d'offre ouvert, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande en application des dispositions des articles R.2124-1, R.2161-2 à R.2161-5, R.2162-2 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique applicable pour les marchés mis en ligne à compter du 01 avril 2019 (décret n°2018 1075 du 03/12/2018).

Le présent dossier obéit au cahier des clauses administratives particulières n°2024_12.

Le CCAG de référence est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS - arrêté du 30/03/2021).

Le code de la commande publique du 1er avril 2019 et le CCAG-FCS sont consultables sur les sites internet suivants : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>.

À ce titre, la consultation mise à disposition par l'Institution nationale des Invalides, est libre d'accès via la plateforme des achats de l'État <https://www.marches-publics.gouv.fr>, qui permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité :

- de retirer le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité,
- de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...),

- d'envoyer leur offre par voie électronique.

Les opérateurs économiques sont invités à s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir les messages provenant de l'adresse courriel nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr et à vérifier, le cas échéant, que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam ».

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site.

Par cette procédure, les candidats sont invités à remettre, **au plus tard à la date limite fixée sur la première page du présent règlement de consultation**, une candidature et une offre selon les modalités précisées aux articles 5.3.1.a, 5.3.1.b et 5.3.2 du présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur analyse les offres au regard des critères énoncés à l'article 7.2 du présent règlement et attribue le marché au candidat qui a reçu le plus grand nombre de points.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandées à l'article 8 du présent règlement, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur, qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

2.2 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des plis.

2.3 Langue

La langue de la consultation est le français. Tous les documents et attestations à remettre par le candidat retenu sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

2.4 Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

2.5 Options au sens du droit communautaire (Directive 2014/24/UE)

L'accord-cadre susceptible d'être modifié par voie d'acte modificatif.

2.6 Groupement d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Un opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché.

De plus, les candidats ne peuvent pas présenter pour ce marché, plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire, ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont

pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

L'acte d'engagement devra être signé soit par le mandataire habilité à représenter les membres du groupement. Il indiquera le montant et la répartition détaillés des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.7 Demande de renseignements et modification du dossier de consultation

Conformément aux principes de la commande publique relative à l'égalité de traitement entre les candidats, les candidats doivent poser toutes leurs questions techniques ou renseignements spécifiques à la consultation, par écrit, via la plate-forme des achats de l'Etat.

Toutes les questions et les réponses susceptibles d'intéresser l'ensemble des candidats dans les limites du secret industriel et commercial leur seront communiquées par le même canal d'information.

Ils ont la possibilité de poser une ou plusieurs questions, via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>), au plus tard huit (10) jours avant la date prévue pour la remise des offres. Le pouvoir adjudicateur pourra répondre six (6) jours avant cette dernière date.

Afin de pouvoir être informés des modifications apportées au dossier de consultation et des échanges de courriels de question/réponse, les candidats sont invités à s'identifier sur la plateforme des achats de l'Etat.

Les opérateurs économiques ne doivent pas modifier le cahier des charges et leur offre porte sur la totalité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation (DCE). Celles-ci seront portées à la connaissance des opérateurs économiques au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres figurant en page de garde du présent document.

Si, ce délai ne permet pas aux opérateurs économiques de prendre connaissance des modifications et d'adapter leurs offres en conséquence, la date limite de remise des offres sera repoussée, pour l'ensemble des opérateurs économiques, à une date ultérieure appropriée.

Les opérateurs économiques devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de contestation à ce sujet.

Les opérateurs économiques sont informés que le pouvoir adjudicateur utilisera son profil d'acheteur (PLACE <https://marches.public.gouv.fr>) pour communiquer par écrit avec eux : envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de compléments de candidatures, etc. conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code susmentionné.

Des courriels pourront donc être adressés aux opérateurs économiques en provenance de l'adresse de messagerie nepasrepondre@marches.public.gouv.fr (courriels émis par l'Institution Nationale des Invalides depuis la Plate-forme PLACE).

Les opérateurs économiques sont donc invités à s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message et vérifier, le cas échéant, que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam ».

ARTICLE 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

3.1 Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre à bons de commande n'est pas alloté en raison de prestations indissociables liées notamment à l'unicité de la prestation.

3.2 Marchés à tranches

Sans objet.

3.3 Prix du marché public

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins de l'administration dont les prix sont fixés au(x) catalogue(s) de l'attributaire selon la nomenclature des actes de biologie médicale publiée au Journal Officiel. En application du 2° de l'article R2162-4 du CCP, il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué à l'acte d'engagement.

3.4 Durée du marché public

La durée d'exécution du marché public est estimée à 48 mois à compter de la date de notification du marché.

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Le marché sera reconduit tacitement, au 1^{er} janvier de chaque année.

- ✓ 1^{re} période de reconduction : 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+1 ;
- ✓ 2^{ème} période de reconduction : 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+2 ;
- ✓ 3^{ème} période de reconduction : 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+3 ;
- ✓ 4^{ème} période de reconduction : 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+4 ;

La non reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché avant le 31 décembre de l'année en cours.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

3.5 Visites de site

- Les visites sur site du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 16h, à l'adresse suivante :

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES
6, boulevard des Invalides
CS 70807
75700 Paris cedex 07

Les entreprises souhaitant réaliser une visite du site doivent transmettre leur demande par mail aux contacts ci-dessous :

- Monsieur Julien MUSLEWSKI directeur des soins à l'adresse mail : julien.muslewski@invalides.fr

- Madame Stéphanie TRUFFAUD, médecin chef de service, directrice médicale du centre de réhabilitation post traumatique à l'adresse mail : stephanie.truffaud@invalides.fr
- Madame Agnes RIZK infirmière hygiéniste, équipe opérationnelle à l'adresse mail : agnes.rizk@invalides.fr

A l'issue, les entreprises recevront une attestation de visite. Les candidats joignent cette attestation dans leur dossier d'offre. L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera considérée comme irrégulière et éliminée.

3.6 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, demandés dans les conditions de l'article R.2193-1 et suivants du code précité.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations. Si la demande de sous-traitance intervient au moment de la remise de l'offre, l'opérateur économique fournit une annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation du sous-traitant, dûment complétée, datée et signée par le sous-traitant et lui-même, au moyen du formulaire « Déclaration de sous-traitance » fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Le sous-traitant doit fournir les mêmes documents que le titulaire.

S'il est envisagé d'attribuer le marché à l'opérateur économique, et son (ou ses) sous-traitant(s) déclaré(s) devront remettre les pièces visées à l'article 8 du présent règlement de la consultation.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

ARTICLE 4 MODALITES D'OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 Modalités d'obtention du DCE

Le DCE peut être consulté et téléchargé sur le profil d'acheteur de l'Institution nationale des Invalides sur la plate-forme : <https://marches.publics.gouv.fr>

L'identification n'est pas obligatoire pour procéder au téléchargement du DCE sur la plate-forme : les candidats peuvent soit remplir préalablement un formulaire en indiquant leurs coordonnées, soit télécharger anonymement le DCE. Toutefois, **les candidats sont informés qu'en cas de téléchargement anonyme du DCE et/ou de mentions erronées dans le formulaire d'identification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation** (modifications de dates, rectificatifs/compléments du dossier, etc.) et en assument l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

Il peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des plis figurant en page 1 du présent document.

4.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Les documents de la consultation de la consultation sont les suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC-2024-12) ;
- Annexe n°1 au règlement de consultation (RC) : le questionnaire RGPD
- Un acte d'engagement (formulaire ATTR11) et les annexes financières afférents (BPU) ;
- Annexe 1 à l'acte d'engagement : le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP-2024-12) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP- 2024-12) ;

- Annexe 1 au CCTP : Liste des examens les plus couramment pratiqués à l'INI et délai de communication
- Le cadre de mémoire technique ;
- La lettre de candidature – (formulaire DC1) ;
- La déclaration du soumissionnaire (formulaire DC2),
- La déclaration de sous-traitance éventuelle (formulaire DC4).

ARTICLE 5 REMISE DES PLIS PAR LE CANDIDAT

5.1 Constitution et modalités de présentation des plis

L'opérateur économique transmet son dossier via la plateforme PLACE

Le candidat doit remettre sa réponse par voie électronique, sur le profil d'acheteur de l'Institution nationale des Invalides, accessible à l'adresse internet suivante : <https://marches.publics.gouv.fr>

Dans ce cas, l'opérateur économique est invité à prendre connaissance de l'ensemble des informations figurant à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

5.2 Date limite de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été enregistrés au plus tard à la date et heure limites de réception des plis mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence, et rappelées en page de garde du présent document.

Les plis dématérialisés parvenus hors délai sont effacés des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lus.

5.3 Contenu des plis

Les plis sont présentés sous la forme d'un **dossier électronique unique** comprenant les documents relatifs à la candidature ET à l'offre détaillés ci-après :

5.3.1 Pièces relatives à la candidature

Les opérateurs économiques fournissent les pièces relatives à la candidature en choisissant entre l'une des deux modalités de présentation des candidatures indiquées ci-dessous :

- **Modalité n°1** : Fourniture des renseignements et documents indiqués à l'article 5.3.1.a du présent règlement de la consultation, en application de l'article R.2142-3 et suivants du code susmentionné.
- **Modalité n°2** : Fourniture d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), dans les conditions prévues à l'article 5.3.1.b du présent règlement de la consultation, en application de l'article R.2143-4 du code susmentionné.

5.3.1.a – Modalités de présentation des candidatures n° 1

A l'appui de sa candidature, l'opérateur économique doit obligatoirement produire les éléments suivants :

- 1) Une lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants complétés par une personne habilitée (imprimé DC 1 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, ou contenu identique sur papier libre) ;

- 2) Le (ou les) document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager l'opérateur économique: KBIS ou statuts de la société ainsi qu'une délégation de pouvoir si le signataire n'y apparaît pas ;
- 3) Une déclaration de l'opérateur économique complétée (imprimé DC 2 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>, ou contenu identique sur papier libre) et comportant les informations suivantes ou accompagné des documents suivants :
- 4) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- 5) Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs aux services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

5.3.1.b – Modalités de présentation des candidatures n° 2

En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise les candidats qui le souhaitent à fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents demandés à l'article 5.3.1.a du présent règlement de la consultation.

Ce document doit être complété dans son intégralité car le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations objet du marché. La preuve de cette aptitude et de ces capacités requises doit être impérativement apportée.

En cas de candidat unique recourant aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il convient de fournir à la fois le DUME du candidat et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il convient de fournir un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V pour chacun des opérateurs économiques « participant ».

La remise d'un DUME sous format électronique est acceptée. Le DUME doit être intégralement rédigé en français.

5.3.2 Pièces relatives à l'offre

Les pièces relatives à l'offre sont les suivantes :

A / L'acte d'engagement (ATTRI1) dûment complété, daté et signé (la signature est obligatoire qu'au stade de l'attribution de l'offre) par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société, accompagné du cachet commercial ainsi que le catalogue de prix initial..

Nota bene : dans l'hypothèse où l'acte d'engagement (ATTRI1) est signé électroniquement, il doit l'être impérativement au format PDF, afin que le pouvoir adjudicateur soit en mesure d'y apposer sa signature électronique.

Les offres présentées par des groupements doivent être signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent joint à la candidature) ;

Le candidat devra obligatoirement remplir l'acte d'engagement pour chaque lot, joint au présent DCE sous peine de nullité de l'offre.

B / Le candidat devra également obligatoirement renseigner le BPU comparatif transmis dans le DCE. Si un montant est porté à zéro € le mentionner et ne pas laisser la cellule vide.

C/ Le cadre de mémoire technique renseigné.

D/ Un relevé d'identité bancaire.

E/Le questionnaire RGPD renseigné ;

Important : Les documents listés ci-dessus sont à remettre en version exploitable, sous format WORD ou EXCEL, ou équivalent.

F/ Le cas échéant, la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), dûment complétée, datée et signée, mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les pièces A à E sont obligatoires.

ARTICLE 6 MODALITES DE REPONSE PAR VOIE DEMATERIALISEE

6.1 Dématérialisation des documents de la consultation par le pouvoir adjudicateur

Toute personne intéressée dispose d'un accès libre, direct et complet au dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, à l'adresse suivantes : <https://marches.publics.gouv.fr>

6.2 Prérequis techniques

L'utilisation de la plate-forme nécessite de disposer d'un environnement informatique compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux.

Ainsi, des prérequis techniques relatifs notamment à la connectique générale et la configuration réseau, à la configuration et au dimensionnement du poste de travail, aux systèmes d'exploitation et aux navigateurs supportés, au format des certificats numériques, à la version de l'environnement Java est à respecter. Ils sont détaillés en pied de page de chaque écran.

6.3 Transmission électronique des candidatures et des offres

Les candidats ont la possibilité de déposer leur candidature et leur offre en ligne par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://marches.publics.gouv.fr>

La transmission d'une réponse par voie électronique nécessite de s'être préalablement identifié et d'avoir accepté les conditions générales d'utilisation de la plate-forme susmentionnée.

Les réponses remises par voie électronique doivent contenir la totalité des pièces mentionnées dans le présent règlement de la consultation. L'acte d'engagement est déposé dans un espace de réponse dédié. La présentation des autres pièces de candidature et d'offre doit impérativement se faire dans un dossier au format « .zip ». A défaut, les documents ne pourront être lus.

Le pouvoir adjudicateur recommande aux candidats de recourir aux extensions suivantes pour les fichiers qui composent chaque dossier : .doc, .docx, .rtf, .odt, .ppt, .htm, .xls, .xlsx, .pdf, .jpeg, .gif, .dwg, .dgn. Les candidats recourant à un format autre devront mettre à la disposition de la personne publique les moyens de lire les documents en question. L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents transmis au format .exe ne seront pas acceptés dans le cadre de la présente consultation.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. **Le dépôt des plis transmis par voie électronique doit être effectué dans le respect de la date et heure limite de remise des plis fixée en page de garde du présent document, sous peine d'être considéré comme hors-délai.** L'attention des entreprises est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques, en particulier si ceux-ci sont volumineux : **c'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui fait foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.** A titre d'information, pour une bande passante effective de 128 kbps, une minute environ est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo. De plus, un fichier chiffré fait environ 1,5 fois sa taille d'origine. Les entreprises sont donc invitées à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées

Il est également recommandé de limiter la taille de chaque enveloppe de réponse (dossier « .zip ») afin de limiter les risques d'échec de transmission du fait du dimensionnement du poste de travail de l'utilisateur (espace mémoire insuffisant) ou de son environnement réseau (risque de déconnexion). Le temps d'appropriation de la plate-forme ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

Si la réponse à la consultation est présentée par un groupement d'opérateurs économiques (article R.2142-19 et suivants du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019), il incombe au mandataire du groupement d'assurer la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Détection d'un programme informatique malveillant

Dans le cadre de la présente consultation et lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet, de sa part, d'une tentative de réparation. Il en ira de même des copies de sauvegarde transmises par le candidat, le cas échéant, sur support physique électronique.

Toutefois, pour un document électronique relatif à une candidature, le pouvoir adjudicateur pourra décider de faire application de l'article R.2144-1 et suivant du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 et demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document, qui devra être transmis au pouvoir adjudicateur selon des modalités identiques à celles initialement retenues par le candidat.

En revanche, s'il s'avère qu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans l'ensemble des documents de candidature qui lui sont transmis, il ne sera pas fait application de l'article R.2144-2 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 susmentionné et la candidature concernée sera rejetée, sous réserve des développements ci-dessous relatifs à la copie de sauvegarde.

Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur un support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans le respect des date et heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant outre l'intitulé de la consultation,

« AOO – 2024_12 »
REALISATION D'ACTES DE BIOLOGIE MEDICALE ET ANATOMOCYTOPLOGIE PRESCRITS AUX USAGERS ET
SALARIES DE L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES (INI)
Ne pas ouvrir – COPIE DE SAUVEGARDE »

et le nom ou la dénomination du candidat.

La mention lisible de « COPIE DE SAUVEGARDE » et « NE PAS OUVRIR » sur l'enveloppe extérieure et transmis par courrier ou par porteur selon les modalités suivantes :

- Soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, soit par remise de pli contre récépissé, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 16h, à l'adresse suivante :

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES
DAF/Service des Marchés
6, boulevard des Invalides
CS 70807
75700 Paris cedex 07

Analyse des plis électroniques

Les candidats ayant répondu par voie électronique devront le cas échéant, si le pouvoir adjudicateur du marché public leur en fait la demande, compléter par la même voie leur dossier.

L'attribution du marché public conduira à l'édition papier de l'ensemble des pièces contractuelles, en préalable de la signature manuscrite de l'acte d'engagement et de la lettre de candidature par l'attributaire, à l'exclusion de toute autre modalité et sans qu'il puisse s'y opposer.

ARTICLE 7 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que certaines réponses ne contiennent pas l'ensemble des renseignements et pièces relatifs à la candidature, il pourra demander, à l'ensemble des candidats, de compléter leurs dossiers sous dix (10) jours au maximum ou dans un délai approprié.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions de l'alinéa précédent sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence, et le présent règlement de la consultation.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché public.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le Représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières pour exécuter les prestations concernées.

7.2 Jugement des offres

7.2.1 Conditions de régularité des offres

Pour être régulières les offres doivent contenir **l'ensemble de pièces listées à l'article 5.3.2 « pièces relatives à l'offre »**.

L'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application des articles R.2152-3 à R.2152-5 et R.2153-3 du Code de la commande publique sont régulières, acceptables et appropriées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

En application de l'article R 2152-2 l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation ne pourra avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Les offres devront être compatibles aux prescriptions des cahiers des clauses techniques et administratives particulières. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 du Code de la Commande Publique, sur la base des critères ci-dessous énoncés et en fonction de la pondération respective qui leur a été attribuée, le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économique la plus avantageuse.

7.2.2 Motifs d'exclusions

Conformément aux dispositions du code de la commande publique (Article L. 2141-1 à L. 2141-14) relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

En application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 3 terdecies, d'interdire d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de tout marché public ou contrat de concession avec les personnes de nationalité russe, ou avec les personnes, organismes ou entités détenues par une personne russe.

Par conséquent toute offre répondant à ces caractéristiques sera exclue de la procédure.

7.2.2 Critères de jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché public au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché public, pondérés comme suit :

7.2.2.a –Mission d'acte biologie médicale :

Critère n°1 : Valeur technique de l'offre (notée sur 85 points)

La valeur technique des offres sera appréciée aux vues des précisions apportées dans le « cadre de réponse technique ».

Sous-critères	Points
Procédure mise en place par le répondant pour assurer la continuité de la prestation : les jours ouvrés ? les jours fériés ? la nuit ? en cas d'urgences ?	25
Organisation par le répondant pour que l'ensemble des chauffeurs assurent un retrait des prélèvements dans tous les lieux de collecte identifiés	10
Explications du mode dégradé proposé en cas la de coupure informatique pour la communication des résultats.	30
Organisation proposée pour : <ul style="list-style-type: none">- La communication systématique des résultats de bactériologie positive à l'EOH- La possibilité de communiquer un tableau de bord ciblé au regard des BMR ciblées par le CLIN de l'établissement	20

Dans un deuxième temps, le soumissionnaire qui aura obtenu la meilleure note obtiendra la note NT1 maximale de 85 sur 85.

La note NT1 pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note NT1} = 85 \times \frac{\text{Nombre de points obtenus par le candidat noté}}{\text{Nombre de points obtenus par le candidat le mieux noté}}$$

Critère n° 2 : Critère environnemental (noté sur 10 points)

Le candidat indiquera la qualité du matériel utilisé pour le transport ainsi que les engagements de la société pris en faveur du développement durable (véhicule moins polluant, répondant au CRIT'AIR Euro V, utilisation de véhicules électriques en fonction des missions demandées pour les missions à Paris intramuros...).

Sous-critères environnemental	Points
Qualité environnementale des véhicules utilisés pour l'exécution des prestations.	5
Modalités mise en œuvre pour favoriser l'éco conduite.	5

Dans un deuxième temps, le soumissionnaire qui aura obtenu la meilleure note obtiendra la note NT2 maximale de 10 sur 10.

La note NT2 pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note NT2} = 10 \times \frac{\text{Nombre de points obtenus par le candidat noté}}{\text{Nombre de points obtenus par le candidat le mieux noté}}$$

Critère n° 3 : Prix (noté sur 5 points)

L'analyse du critère financier est réalisée sur la base des informations saisies par le candidat dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement : BPU.

Critère « prix des prestations »	Points
----------------------------------	--------

Montant du BPU	5
----------------	---

Dans un deuxième temps, le soumissionnaire qui aura obtenu la meilleure note obtiendra la note NF maximale de 5 sur 5.

La note NF pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note NF} = 5 \times \frac{\text{Montant du DPGF la moins cher}}{\text{Montant de la DPGF de l'offre analysée}}$$

Notation finale

La note finale NFI est obtenue par addition des notes NT1, NT2 et NF donnant un total de 100 points.

L'offre obtenant la note NFI la plus élevée sera réputée être l'offre la plus avantageuse pour l'administration et sera donc classée première et ainsi de suite.

Si, à l'issue du classement final, la note globale attribuée à plusieurs offres est égale, le pouvoir adjudicateur se basera sur la note affectée au jugement du critère « financier » pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse par ordre de classement décroissant.

7.2.3. Régularisation des offres

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières sous un délai de dix (10) jours à compter de la date de demande à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Dans le cadre de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de demander aux opérateurs économiques de préciser ou de compléter la teneur de leur offre. Cette demande ne peut avoir pour effet de modifier les éléments substantiels de l'offre.

En cas d'égalité entre deux opérateurs économiques arrivant en tête dans le classement final, le critère technique sera prépondérant.

L'opérateur économique qui sera classé premier est celui le mieux noté dans ce critère prépondérant.

ARTICLE 8 - PIECES A REMETTRE PAR LE (OU LES) CANDIDAT(S) RETENU(S)

Les pièces énumérées au présent article qui n'auront pas été fournies par le candidat au stade des candidatures lui seront demandées s'il est envisagé de lui attribuer le marché public. Il devra les produire dans un délai imparti par l'administration.

En application de l'article R.2143-7 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, si le candidat retenu à titre provisoire ne produit pas les certificats et attestations dans le délai fixé, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Les pièces à remettre par le(s) candidat(s) retenu(s) au titre du présent article sont :

AU TITRE DES PIÈCES EXIGÉES AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL

L'une des pièces suivantes dans le cas où une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée :

- (i) un extrait de l'inscription au RCS (K ou K bis) délivré par les services du greffe du tribunal du commerce et datant de moins de 3 mois ou
- (ii) une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, ou

(iii) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle comportant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou

(iv) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription).

Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D.8222 -5-1°-b du Code du travail).

Le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger remet les pièces mentionnées au cadre G2 du formulaire NOTI 1 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification>

Si le candidat retenu est un groupement d'opérateurs économiques, il convient de remettre les pièces susmentionnées pour chaque membre du groupement.

AU TITRE DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Pour les opérateurs économiques établis en France :

Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites :

- 1) La liasse 3666 délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée.
- 2) Les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées et exigés du candidat en fonction de sa situation de moins de 6 mois.

La liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance des attestations ou certificats figurent dans l'arrêté du 25 mai 2016 pris pour l'application de l'article R.2143-7 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (NOR : ECOM0200993A).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait KBIS.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créés après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou en extrait KBIS.

Pour les candidats établis ou domiciliés dans un État étranger :

- Afin de satisfaire à l'obligation de produire les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, le candidat retenu établi ou domicilié dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment

n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Tous les documents et attestations à remettre par le candidat retenu sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Ces certificats et attestations sont ensuite à fournir par le titulaire tous les six (6) mois jusqu'à la fin du marché public. Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Préfecture de la région Ile de France 5, rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15. Téléphone : (+33) 1 82 52 42 72

9.2 Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : +33 144594400
Télécopie : +33 144594646
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 10 RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION

Conformément aux principes de la commande publique relative à l'égalité de traitement entre les candidats, toutes questions techniques spécifiques à la consultation doivent être adressé par écrit via la Plateforme de dématérialisation et la réponse sera communiquée à l'ensemble des candidats dans les limites du secret industriel et commercial.